

APPEL D'OFFRES OUVERT

SUR OFFRES DE PRIX

N° 11/2025

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**ETUDE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE LA MONTEE EN COMPETENCE EN
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE POUR LE COMPTE DE L'INSTANCE NATIONALE DE LA
PROBITE, DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (INPPLC),
EN LOT UNIQUE.**

*Passé en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du
Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, tel qu'il a été modifié et complété.*

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix (séance publique) en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, tel qu'il a été modifié et complété.

Entre

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par Monsieur Mohamed BENALILOU en sa qualité de Président. Désigné ci-après par le terme « **L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION** » ou « **Instance** » ou « **INPPLC** » ou « **Maître d'ouvrage** » ou « **MO** ».

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale :

La société
Représentée par Monsieur/Madame En qualité de
Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social
Taxe professionnelle n°
Identifiant fiscal n°
ICE n° :
Inscrite au registre de commerce de sous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Titulaire du compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres)
Ouvert auprès de
Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIV

2. Cas de personne physique :

M..... Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce de sous le n°
Taxe professionnelle n° Affilié à la CNSS sous n°
Identifiant fiscal n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres)
Ouvert auprès de
Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIV

3. Cas d'un groupement :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
(les références de la convention) :

- Membre 1:

M. qualité Agissant au nom et pour le compte de
..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social
Taxe professionnelle n° :
Identifiant fiscal n° :
ICE n° :
Registre de commerce de sous le n°
Affilié à la C.N.S.S sous le n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)
Ouvert auprès de

- **Membre 2:** (Servir les renseignements le concernant)

- **Membre n :** (Servir les renseignements le concernant)

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordinateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions) Ouvert auprès
Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

4. Cas d'un auto-entrepreneur

Je soussigné : (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu

Affilié à la CNSS sous le numéro :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro

Inscrit à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire (RIB sur 24 chiffres)

Ouvert au nom à la

Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

5. Cas de coopérative ou union de coopératives

Je soussigné (prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives), au capital de.....

Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives :

Adresse du domicile élu :

Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro

Affiliée à la CNSS (1) sous le numéro

Inscrit à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire

Ouvert au nom à la

Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

Sommaire

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	5
ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE.....	5
ARTICLE 3 : CONSISTANCE	5
ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	5
ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE	5
ARTICLE 7 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE	6
ARTICLE 8 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	7
ARTICLE 9 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE	7
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 11 : DROITS D'ENREGISTREMENT.....	8
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 13 : DÉLAI D'EXECUTION.....	8
ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX.....	8
ARTICLE 15 : CARACTERE DES PRIX	9
ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISoire, CAUTIONNEMENT DEFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 17 : ASSURANCE - RESPONSABILITE	9
ARTICLE 18 : DELAIS DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 19 : SECRET PROFESSIONNEL	10
ARTICLE 20 : MODALITES DE REGLEMENT	10
ARTICLE 21 : RECEPTION DES PRESTATIONS.....	10
ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD	11
ARTICLE 23 : SUPERVISION DE LA PRESTATION	11
ARTICLE 24 : APPRECIATION DES LIVRABLES.....	11
ARTICLE 25 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	12
ARTICLE 26 : RETRAIT OU REMPLACEMENT DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	12
ARTICLE 27 : INTERRUPTION DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 28 : PROPRIETE DES DOCUMENTS ET LIVRABLES DU MARCHE	13
ARTICLE 29 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE	13
ARTICLE 30 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	13
ARTICLE 31 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	13
ARTICLE 32 : RESILIATION DU MARCHÉ	14
ARTICLE 33 : CAS DE FORCE MAJEURE	14
ARTICLE 34 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	14
ARTICLE 35 : OCTROI D'AVANCES	14
ARTICLE 36 : RECOURS AUX EXPERTS NATIONAUX	15
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	16
ARTICLE 37 : CONTEXTE.....	16
ARTICLE 38 : PERIMETRE DES PRESTATIONS.....	16
ARTICLE 39 : EQUIPE PROJET	16
ARTICLE 40 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS	17
ARTICLE 41 : BORDEREAU DU PRIX GLOBAL	21
ARTICLE 42 : DÉCOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL	22

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet : **Etude pour l'accompagnement de la montée en compétence en intelligence artificielle pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), en lot unique.**

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par son Président.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE

Les prestations à réaliser au titre du présent appel d'offres sont structurées en quatre phases :

- Phase 1 : Cadrage et initiation
- Phase 2 : Formation de l'équipe projet et idéation de cas d'usage
- Phase 3 : Initiation généralisée et prise en main d'outils standards
- Phase 4 : Assistance au déploiement de cas d'usage

La consistance détaillée et les descriptions techniques des prestations sont ceux détaillées au niveau du chapitre II du présent CPS.

ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'exécution des prestations se déroulera dans les bureaux du siège de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) se trouvant à Avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, Hall B, 4^{ème} et 3^{ème} étage, Hay Riad- Rabat.

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché qui résultera du présent appel d'offres sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS);
3. L'offre technique ;
4. Le bordereau du prix global ;
5. La décomposition du montant global ;
6. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'État (CCAG-EMO) approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du règlement précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux textes généraux suivants :

- Le Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, tel qu'il a été modifié et complété ;

- Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
- Le décret n°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le décret Royal n°330/66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n° 2-07-1235 du 05 Kaâda 1429 (04 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n°2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'État (CCAG-EMO) ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques, tel qu'il a été modifié et complété ;
- L'arrêté du chef de gouvernement n°3-302-15 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
- L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495.19 du 27 chaabane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date de signature du marché.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre particulièrement : le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 7 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du CPS et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché, désignées à l'article 5 précité du présent CPS, à l'exception du CCAG-EMO.

Ces documents ne peuvent être délivrés qu'après constitution du cautionnement définitif, et ce conformément à l'article 11 du CCAG-EMO.

ARTICLE 8 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles 36, 142 et 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le marché résultant du présent appel d'offres, ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations, objet du marché résultant du présent appel d'offres.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

L'approbation du marché ne doit être apposée qu'après expiration d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

ARTICLE 9 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

Les notifications prévues à l'article 17 du CCAG-EMO seront valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire figurant dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché issu de cet appel d'offres, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1- La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par **Monsieur l'ordonnateur de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption**.

2- Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir N° 1-15-05 du rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13, est **l'ordonnateur de l'INPPLC**.

3- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

4- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

5- Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'agent comptable auprès de l'INPPLC**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

6- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Le titulaire est tenu d'accomplir les formalités d'enregistrement de l'exemplaire unique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : DROITS D'ENREGISTREMENT

Le titulaire devra supporter les frais d'enregistrement du marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

Toutes les prestations du présent appel d'offres constituent le corps d'état principal et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance.

ARTICLE 13 : DÉLAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution du marché qui sera issu du présent appel d'offres est fixé à **Huit (08) mois** à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations dudit marché.

Ce délai est réparti comme suit :

Phase	Délai d'exécution
Phase 1 : Cadrage et initiation	1 mois
Phase 2 : Formation de l'équipe projet et idéation de cas d'usage	2 mois
Phase 3 : Initiation généralisée et prise en main d'outils standards	2 mois
Phase 4 : Assistance au déploiement de cas d'usage	3 mois

Chaque phase fera l'objet d'un ordre de service spécifique et sera sanctionnée par une réception provisoire partielle.

Le délai d'exécution de chaque phase prend effet à compter de la date de commencement prescrite par l'ordre de service.

En cas de contraintes propres à l'Instance, telles que la disponibilité des ressources ou le besoin de délais pour les validations, l'Instance pourra émettre un ordre de service d'arrêt et un autre ordre de service de reprise pour une meilleure gestion du projet et de sa durée globale.

ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix global.

Le prix est établi et calculé sur la base de la décomposition du montant global annexée au présent cahier des prescriptions spéciales.

Le prix global couvre et rémunère l'ensemble des prestations qui font l'objet du marché et telles qu'elles doivent être exécutées conformément à ce dernier et ce quelles que soient les quantités réellement exécutées.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de services y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Les prix du marché sont libellés en dirhams (DH) marocain en toutes taxes comprises (T.T.C).

ARTICLE 15 : CARACTERE DES PRIX

Les prix du présent marché sont révisibles par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,20 + 0,80 (ING / ING_0)]$$

Où :

P/P₀ : Etant le coefficient de révision des prix.

P : Etant le montant hors taxe révisé de la prestation considérée.

P₀ : Etant le montant initial hors taxe de cette même prestation.

ING₀ : Etant la valeur de l'index global ingénierie relatif à la prestation considérée au mois de la date de remise des offres.

ING : Etant la valeur du même index global du mois de la date de l'exigibilité de la révision. Le coefficient multiplicateur obtenu et applicable à P₀ et P/P₀ seront arrêtés à la quatrième décimale.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DEFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE

- **Le cautionnement provisoire** est fixé à la somme de : **Dix mille Dirhams (10.000,00 DHS).**

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16 paragraphe 1 du CCAG-EMO.

- **Le cautionnement définitif** est fixé à 3% du montant initial du marché.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15 paragraphe 2 du CCAG-EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délais maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestations s'il a rempli toutes les obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément à l'article 16 paragraphe 2 du CCAG-EMO.

ARTICLE 17 : ASSURANCE - RESPONSABILITE

Avant tout commencement de l'exécution du marché, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou de plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

Le titulaire est tenu de renouveler les assurances de manière à ce que la période d'exécution du marché soit constamment couverte par les assurances prévues par le marché.

ARTICLE 18 : DELAIS DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE

Le marché qui sera issu du présent appel d'offres ne prévoit pas de délai de garantie.

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au prestataire de services.



ARTICLE 19 : SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'Instance, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'Instance des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission.

ARTICLE 20 : MODALITES DE REGLEMENT

Les décomptes ne seront payés qu'après remise des documents dûment repris en fonction des remarques éventuelles de l'Instance et établissement du PV de réception y afférent.

Pour l'établissement des décomptes, le titulaire du marché est tenu de procéder au dépôt de la facture, sous forme électronique, via la plateforme de gestion intégrée de dépenses (GID-Fournisseurs), conforme au bordereau des prix, le montant total à payer, ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Après constatation du service fait, le règlement sera effectué sur la base de décomptes provisoires, établis conformément aux prix forfaitaires figurant dans la décomposition du montant global. Ce règlement tiendra compte, le cas échéant, de la révision des prix et de l'application des pénalités de retard prévues par le présent appel d'offres. Il portera sur chaque phase achevée et dûment approuvée par le maître d'ouvrage, selon les pourcentages indiqués dans le tableau ci-après :

Phases	Pourcentage
Phase 1 : Cadrage et initiation	15%
Phase 2 : Formation de l'équipe projet et idéation de cas d'usage	25%
Phase 3 : Initiation généralisée et prise en main d'outils standards	30%
Phase 4 : Assistance au déploiement de cas d'usage	30%

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au compte bancaire ouvert au nom du titulaire indiqué dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.

Pour l'ensemble des prestations, le prestataire sera rémunéré suivant le montant de son offre toutes taxes et charges comprises.

Les décomptes doivent être arrêtés en toutes lettres, certifiés exacts et signés par le prestataire.

ARTICLE 21 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Les prestations faisant l'objet du marché qui sera issu du présent appel d'offres sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

Le maître d'ouvrage vérifiera la conformité des prestations notamment avec les spécificités et obligations au titre du marché.

Le maître d'ouvrage désignera une commission de suivi et de réception pour vérifier, à tous points de vue, la conformité des prestations exécutées par le titulaire aux prescriptions exigées par le présent cahier des prescriptions spéciales.

Les observations de ladite commission sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de cette commission.

Le titulaire est tenu de répondre aux remarques et observations émises par la commission et d'apporter, en conséquence, les corrections, précisions ou compléments dans le délai fixé par le maître d'ouvrage en fonctions de l'importance des anomalies relevées.

La validation de chaque réception est matérialisée par un PV de réception provisoire partielle après validation des livrables concernés par ladite commission de réception.

La dernière réception provisoire partielle tient lieu de réception provisoire du marché.

La réception définitive est prononcée en même temps.

ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations, il est appliqué une pénalité par jour calendaire de retard d'un pour mille (1 ‰) du montant du marché modifié ou complété par les avenants intervenus et qui sera retenue d'office sur les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de service de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché.

Toutefois, le montant total des pénalités qui seront appliquées ne doit pas excéder 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, le cas échéant.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 23 : SUPERVISION DE LA PRESTATION

La réalisation de la prestation se fera sous la supervision d'une commission de suivi désignée à cet effet par l'Instance. Cette commission assurera le suivi de la présente prestation, notamment en :

- Etablissant la planification et la priorisation des interventions du prestataire ;
- Créant les cadres de gouvernance et de suivi, appropriés et l'implication des ressources, nécessaires au bon déroulement de la prestation ;
- Facilitant et organisant les relations avec les intervenants ;
- Evaluant et validant les livrables élaborés par le prestataire.

L'INPPLC se réserve le droit de refuser tout livrable du présent contrat ne remplissant pas les objectifs des missions y afférentes ou non conforme aux règles de l'art et aux normes et standards professionnels.

ARTICLE 24 : APPRECIATION DES LIVRABLES

A l'issue de chaque phase, le maître d'ouvrage procède à l'examen des livrables produits par le titulaire du marché. A chaque fois, le maître d'ouvrage se réserve un délai pour appréciation. Ce délai est de Quinze jours (15 jours) ouvrables pour chaque phase.

Chaque délai précité est décompté à partir de la date de la remise, par le titulaire, des livrables de la phase concernée.

Durant chaque délai, le maître d'ouvrage doit :

- Soit accepter les livrables sans réserve ;

- Soit inviter le titulaire à procéder à des corrections ou améliorations pour les rendre conformes aux exigences du CPS et aux règles de l'art et ce, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification des remarques soulevées par le comité de suivi ;
- Soit, le cas échéant, prononcer un refus motivé des livrables pour insuffisance grave dûment justifiée.

En cas de refus, le titulaire est tenu de soumettre au maître d'ouvrage, dans un délai de 15 jours, les nouveaux livrables et la procédure décrite, ci-dessus, est réitérée et ce, sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions de l'article 42 du CCAG-EMO.

Dans tous les cas, les frais de reprise sont entièrement à la charge du titulaire.

En cas d'acceptation des livrables d'une phase, le maître d'ouvrage prononce son approbation et ordonne au titulaire, par écrit, d'exécuter les prestations de l'étape suivante.

Les délais que se réserve le maître d'ouvrage pour approuver les livrables ne sont pas compris dans le délai d'exécution du marché.

ARTICLE 25 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Dans le cadre de l'exécution du marché qui sera issu du présent appel d'offres, le prestataire doit veiller au respect des lois et règlements en vigueur au Maroc, et s'engage à exécuter les prestations dans les règles de l'art, selon des normes et standards professionnels en vigueur. Il est tenu notamment de :

- Effectuer des déplacements sur les lieux, des visites, des contacts et des réunions sur site (siège de l'INPPLC) avec les responsables pour la collecte de l'information ;
- Apporter aux livrables et documents provisoires les modifications demandées suite aux procédures de suivi, de concertation ou d'approbation / validation ;
- Garantir qu'il est en mesure de fournir d'une façon professionnelle les prestations décrites dans le présent cahier des charges et se déclare libre de toutes restrictions légales et/ou de toutes obligations envers des tiers qui pourraient altérer, en tout ou partie, l'exécution de ses obligations ;
- S'engager à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et les experts ayant les qualités et compétences professionnelles pour accomplir les tâches prévues dans le présent cahier des charges ;
- S'engager à garder une absolue neutralité vis à vis des tiers. Le titulaire s'abstiendra de toute relation de nature à compromettre son objectivité ;
- Être civilement et pénalement responsable de tout dommage causé à des tiers résultant de tout acte de malveillance ou de négligence grave imputable à ses experts dans l'exercice de leurs activités professionnelles relatives à l'exécution du marché découlant de cet appel d'offres ;
- Informer constamment des relations qu'il aura à entreprendre avec des tiers pour l'accomplissement des prestations, en particulier un double de toute correspondance avec ces tiers sera adressé à l'INPPLC.

ARTICLE 26 : RETRAIT OU REMPLACEMENT DU PERSONNEL DU TITULAIRE

En cas du changement du personnel affecté, par le prestataire, à l'exécution des prestations objet du présent marché, les dispositions des paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 18 du CCAG-EMO sont applicables.

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire présentera à l'agrément du maître d'ouvrage, dans un délai de huit (8) jours, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé et en respectant la description du profil.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un membre du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un membre du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée du maître d'ouvrage, fournir dans un délai de huit (8) jours un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent au moins être égales à celle de la personne à remplacer.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ce changement.

ARTICLE 27 : INTERRUPTION DES PRESTATIONS

Dans le cas d'ajournement de l'exécution du marché, son arrêt, liquidation ou redressement judiciaire, décès du titulaire ou son incapacité civile ou physique lorsque le marché est confié à une personne physique, les dispositions des articles 27, 28, 29, 30 et 31 du CCAG-EMO seront appliquées.

ARTICLE 28 : PROPRIETE DES DOCUMENTS ET LIVRABLES DU MARCHE

Après approbation, les documents établis par le prestataire deviennent propriété de l'INPPLC qui pourra les utiliser sans aucune restriction.

ARTICLE 29 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le titulaire du marché qui sera issu du présent appel d'offres garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au titulaire du marché le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

Les codes sources, programmes et logiciels informatiques développés dans le cadre du présent marché doivent faire l'objet d'une protection par droits d'auteur (copyrights), conformément aux dispositions légales en vigueur. La propriété pleine et entière de ces droits d'auteur est détenue par le maître d'ouvrage, à l'exclusion de tout tiers, sans limitation de durée ni de territoire. Le titulaire du marché s'engage en conséquence à remettre l'intégralité des codes sources et documentations associées, et à s'abstenir de toute revendication ou réutilisation non autorisée. Toutefois, si, avant la livraison et la réception définitive desdits éléments, le titulaire souhaite réutiliser, en tout ou partie, ceux-ci pour d'autres projets ou en tirer un quelconque bénéfice, il doit en informer préalablement le maître d'ouvrage et ne pourra le faire qu'après obtention d'une approbation écrite expresse de celui-ci.

ARTICLE 30 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE 31 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son

exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 32 : RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 150 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et par les dispositions du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 33 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 32 du CCAG-EMO, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La pluie : 100 mm ;
- Le vent : 120 km/h ;
- Le séisme : 5,5 degrés sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 34 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 53 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 35 : OCTROI D'AVANCES

Dans le cas d'octroi d'avances par le maître d'ouvrage, il est fait application des dispositions du décret n° 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics.

Le paiement de cette avance sera effectué après :

- La réception par le Prestataire de l'ordre de service de commencement des prestations ;
- Le dépôt d'une demande d'avance auprès du maître d'ouvrage ;
- La présentation par le Prestataire de la caution définitive ;
- La présentation par le Prestataire d'une caution personnelle et solidaire d'avance instaurée par le décret précité. Cette garantie bancaire demeurera en vigueur jusqu'à ce que le paiement d'avance ait été remboursé.
- Le remboursement du montant de l'avance sera réalisé par déduction de 20% du montant des acomptes dus au Prestataire.

Lorsque le montant des prestations réalisées par le Prestataire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées, le montant total de l'avance sera, en tout état de cause, remboursé.

En cas de résiliation du marché, quelles qu'en soit la cause, une liquidation des comptes d'avances est immédiatement effectuée sur les sommes dues au Prestataire ou à défaut sur la caution personnelle et

En cas de sous-traitance survenue après versement de l'avance, la part de l'avance correspondante au montant des prestations sous-traitées, doit être prélevée immédiatement en totalité sur les sommes dues au Prestataire.

ARTICLE 36 : RECOURS AUX EXPERTS NATIONAUX

////////////////////////////////////

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 37 : CONTEXTE

Dans le cadre de sa stratégie de développement, l'Instance Nationale de la Probité, la Prévention et la Lutte contre la Corruption a défini une feuille de route qui vise à initier le développement d'un écosystème technologique national pour favoriser l'exploitation de l'intelligence artificielle (IA) en particulier, et des technologies de rupture en général, pour renforcer les stratégies et les projets nationaux dans le domaine de la probité, la prévention et la lutte contre la corruption au Maroc.

Cette feuille de route établit des jalons, dans le cadre d'une approche structurée et ordonnée, construite autour de deux axes :

- a) **Axe interne** : visant la ***montée en compétences*** en technologies disruptives et en Intelligence Artificielle au sein de l'INPPLC, afin d'améliorer sa productivité interne et maximiser l'apport des technologies disruptives sur ses actions,
- b) **Axe externe** : visant à initier le ***développement d'un écosystème d'innovation***, au niveau national, dynamique et impactant, autour de ces mêmes technologies, au service de la probité, la prévention et la lutte contre la corruption.

ARTICLE 38 : PERIMETRE DES PRESTATIONS

Le projet objet du présent appel d'offres, s'inscrit dans le cadre du premier axe, et constitue une action de l'Instance qui fait appel à des compétences externes pour l'assister à initier ce chantier en interne, notamment à travers des actions d'encadrement, des sessions de formation théoriques et pratiques et de l'assistance pour le développement et déploiement de solutions et cas d'usage autour de l'IA, et des technologies disruptives en général, au service des métiers de l'Instance.

A travers ce projet d'assistance, l'Instance vise à atteindre les quatre objectifs ci-dessous :

1. Lancer le chantier IA au niveau interne ;
2. Renforcer les compétences internes de l'INPPLC en matière d'intelligence artificielle ;
3. Améliorer la productivité des ressources de l'Instance à travers l'utilisation de l'intelligence artificielle ;
4. Appuyer les métiers de l'instance à travers des solutions basées sur l'IA.

ARTICLE 39 : EQUIPE PROJET

Les membres de l'équipe, qui sera chargée de l'exécution des prestations objet du présent appel d'offres, devront disposer d'une expertise confirmée dans le domaine objet de cet appel d'offres. Dans ce sens, Ils devront remplir les conditions suivantes :

- Avoir des profils de formation adéquats permettant de réaliser le travail dans les règles de l'art selon les normes et standards professionnels les plus élevés ;
- Avoir une expérience dans leur domaine d'intervention ;
- Avoir mené des prestations similaires pour le compte du secteur public ou privé ;

A cet effet, le prestataire doit proposer des CVs correspondants aux profils suivants :

- **Profil 1** : Chef de projet (interlocuteur privilégié et exclusif du maître d'ouvrage) ;

- **Profil 2** : Expert sénior ;
- **Profil 3** : Expert technique ;
- **Profil 4** : Expert formateur.

NB : L'équipe proposée par le concurrent doit comprendre les quatre profils « Chef de projet », « Expert sénior », « Expert technique » et « Expert formateur » et chaque intervenant ne peut être désigné que pour un seul profil ; à défaut, l'offre du concurrent sera rejetée.

Le chef de projet doit justifier d'une expérience confirmée dans la réalisation des prestations similaires pour le compte du secteur privé ou public.

Le titulaire du marché est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché les moyens en personnel et en matériel nécessaires. Si pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire présentera à l'agrément du maître d'ouvrage, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée du maître d'ouvrage, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent au moins être égales à celles de la personne à remplacer.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements.

ARTICLE 40 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le titulaire du présent appel d'offres devra assurer la réalisation des phases suivantes :

Phase 1. Cadrage et initiation

Cadrage

Cette phase de cadrage et d'initiation devra débuter par des ateliers de cadrage avec l'équipe projet interne de l'Instance, afin de cerner le périmètre du projet, de confirmer les besoins et attentes de l'Instance et les objectifs du projet.

Ce cadrage devra aussi donner lieu à l'élaboration du planning détaillé du projet et préparer son lancement.

Aussi, ce cadrage devra détailler les opérations de formation et d'initiation proposées dans le cadre de ce projet, en les inscrivant dans un plan de formation global et innovant pour l'ensemble des ressources de l'Instance. Ce plan global à proposer, doit intégrer les opérations prévues dans ce projet, ainsi que d'autres opérations qui pourront être réalisées dans le cadre de projets futurs, en mode présentiel ou e-learning.

Le prestataire devra aussi proposer une sélection d'outils IA standards qui seront proposés pour être déployés à une large échelle au niveau de l'Instance, en précisant leurs modes d'acquisition et les prérequis de leur déploiement.

Aussi, le prestataire doit décrire l'architecture technique, logicielle et matérielle, qui devra être mise en place pour les besoins des missions de ce projet, avec une proposition d'architecture pour la montée en charge future.

L'Instance mettra à la disposition du prestataire le projet de la feuille de route relative à ce grand chantier qu'elle a élaboré, et il lui sera demandé d'apprécier ce projet, de l'enrichir et de le finaliser, pour ses deux

axes, interne et externe.

Séminaire pour le Top management

Le titulaire devra, dans un deuxième temps, préparer une présentation de très grande qualité et de niveau stratégique sur l'IA, et avec un bref aperçu sur les technologies disruptives connexes.

Cette présentation, après validation par l'équipe interne, donnera lieu à un séminaire animé, par des ressources hautement qualifiées du prestataire, au profit du top management de l'INPPLC, composé d'environ une quinzaine de personnes.

Une bonne partie de la présentation devra être axée sur les bonnes pratiques et success story nationales et internationales en la matière, avec une personnalisation du contenu et des exemples utilisés en fonction des spécificités et missions de l'Instance. Le séminaire doit aussi introduire le volet éthique et réglementation, et dresser les grandes lignes de l'état du chantier IA au niveau national.

Ce séminaire, qui pourra être organisé en une seule journée ou en deux demi-journées, servira d'introduction, de formation, d'acculturation pour le Top Management, et devra aussi favoriser un échange riche et constructif entre eux au sujet du chantier IA, et leur permettra de donner leurs orientations et propositions, notamment concernant les cas d'usage à développer.

À l'occasion de ce même séminaire, la note de cadrage du projet, le plan de formation global, la sélection des outils standards, l'architecture technique minimale à déployer, ainsi que la feuille de route seront présentés au Top management, pour arbitrage et décision.

Phase 2. Formation de l'équipe projet et idéation des cas d'usage

Les prestations de cette phase consistent tout d'abord à organiser des séances d'initiation et de formation pour une équipe projet, constituée d'une quinzaine de ressources clés, qui représenteront les différents métiers, en plus de deux ou trois ressources techniques.

Cette équipe devra bénéficier d'une bonne formation théorique, et d'ateliers pratiques de travail et d'idéation, le tout pour mieux les préparer à bien mener ce chantier IA au sein de l'Instance.

Opération de formation

La formation, d'une durée de trois jours, devra couvrir des thématiques telles que :

- Introduction IA et Fondamentaux,
- Les concepts de base : technologies, outils et plateformes, domaines d'application, ...
- Des volets techniques avancés, tels que :
 - Machine learning
 - Prompt Engineering
 - Préparation des données
 - Cycle de vie d'un projet IA
 - Architecture et infrastructure pour des solutions IA On-Premises

Cette formation devra alterner la théorie et la pratique pour renforcer l'apprentissage, mettre en application les connaissances acquises, développer les compétences pratiques, mettre les bénéficiaires en situation réelle, les doter à l'issue de cette formation d'outils de compétences et d'outils concrets et de mieux les préparer à la suite du projet relative aux cas d'usage.

Ateliers d'idéation

Dans un 2ème temps, des ateliers de travail et d'idéation sur une durée totale de 4 jours devront être animés et encadrés par des experts confirmés. Ces ateliers permettront aux participants d'identifier et de proposer quelques cas d'usages spécifiques pour les divers métiers de l'Instance, qui soient pertinents et qui tiennent

compte des orientations et propositions du Top management, notamment celles recueillies lors du séminaire de la phase 1.

Ces ateliers de travail pourront être organisés par groupe de thématiques ou de métiers, et chaque cas d'usage identifié et jugé pertinent, devra être accompagné d'une fiche descriptive, et avec des critères d'appréciation et d'évaluation.

Ces fiches descriptives, pour environ une douzaine de cas, devront être co-produites par le prestataire et les ressources internes concernées, et seront restituées à l'Instance pour procéder à la sélection finale des cas d'usage prioritaires et à fort impact, et qui pourront être conçus en détail, puis développés et déployés, dans le cadre de la phase 4 du présent projet.

Avec ces fiches descriptives, le prestataire devra proposer un plan de travail type qui sera suivi lors de la phase de conception, développement et déploiement d'un ou plusieurs cas d'usage donnés.

Phase 3. Initiation généralisée et prise en main d'outils standards

La 3^{ème} phase consiste à installer et/ou déployer au sein de l'Instance la sélection des outils IA standards, examinée et validée par l'Instance lors de la phase 1. Cette boîte à outils devra être au préalable personnalisée, configurée et paramétrée.

Dans le cas où ces outils nécessitent des acquisitions qui ne pourront pas être réalisées pour la phase, le titulaire du marché devra fournir une solution temporaire pour réaliser les prestations attendues, en attendant la concrétisation de cette acquisition.

Le déploiement par le prestataire devra être co-réalisé avec l'équipe technique de l'Instance, d'une manière structurée et documentée, afin de faciliter la prise en main et la maintenance ultérieure.

Une fois les outils déployés, définitifs ou temporaires, le prestataire devra organiser des séances d'initiation au profit d'une large partie du personnel de l'Instance.

Ces séances d'une durée de 4 jours auront pour objectifs d'initier et de sensibiliser le personnel de l'Instance d'une manière générale à l'IA, favoriser l'adoption de ces nouvelles technologies et accélérer la prise en main des outils déployés.

Phase 4. Assistance au déploiement de cas d'usage

Sur la base de la sélection de cas d'usage validée par l'Instance, sur la base des propositions priorisées issues de la 2^{ème} phase, cette 4^{ème} phase sera consacrée à la conception détaillée de ces cas d'usage évolués, suivie de leur développement et déploiement, et ce dans la limite du nombre de jours accordé à cette phase (15 jours/homme).

Selon le plan de travail type élaboré lors de la phase 2, et qui sera éventuellement adapté en fonction des cas retenus, le prestataire sera invité à :

- Elaborer une conception détaillée du cas d'usage, en précisant et détaillant sa description, ses composantes, ses prérequis, les étapes pour sa réalisation avec un plan d'actions détaillé et précis.
- Accompagner l'équipe de l'Instance pour la mise en place des prérequis, la formation complémentaire nécessaire et l'initiation du projet ;
- Réaliser, développer et déployer ces cas d'usage, et accompagner l'équipe interne pour la prise en main.

Toutes les actions de cette phase devront être co-réalisées, avec une forte assistance du prestataire, notamment dans le cadre d'ateliers avec les ressources internes concernées.

MODALITES D'INTERVENTION ET LIVRABLES

Le prestataire s'engage à remettre les livrables comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Code	Prestation	Consistance et public cible	Livrables
Phase 1 : Cadrage et initiation (Ressources mobilisées : Chef de projet et Expert Sénior)			
1.1	Cadrage du projet	Forfait	<ul style="list-style-type: none"> - Note de cadrage du projet - Architecture technique à mettre en place (On-premises, cloud ou hybride) - Un plan de formation global - Sélection d'outils standard à adopter ou à déployer
1.2	Séminaire(s) du Top Management : Introduction, acculturation, échange et décision	1 journée Déroulée éventuellement en deux 1/2 journées (Top management : environ 15 personnes)	<ul style="list-style-type: none"> - Support de ou des présentation(s) - Compte rendu et relevé des orientations et décisions - Mise à jour de la feuille de route
Phase 2 : Formation de l'équipe projet et idéation de cas d'usage (Ressources affectées : Chef de projet, Expert Sénior et Expert formateur)			
2.1	Séances de formation pour l'équipe projet	3 journées (Equipe projet : environ 15 personnes)	<ul style="list-style-type: none"> - Supports de formation - Cas pratiques déployés lors de la formation
2.2	Ateliers de travail et d'idéation	4 journées (1 journée par domaine ou groupe de domaines) À chaque atelier participeront des membres de l'équipe projet avec d'autres représentants des domaines concernés)	<ul style="list-style-type: none"> - Liste des cas d'usage identifiés, avec une fiche descriptive pour chacun - Plan de travail type pour la phase de conception, développent et déploiement - Note de proposition pour le choix des cas d'usage prioritaires
Phase 3 : Initiation généralisée et prise en main d'outils standards (Ressources affectées : Chef de projet, Expert Sénior, Expert Technique et Expert formateur)			
3.1	Installation de la sélection des outils standards	Forfait Le coût d'éventuels abonnements ou acquisitions sera à la charge de l'Instance	<ul style="list-style-type: none"> - Boite à outils déployée - Manuel d'installation/d'exploitation
3.2	Initiation IA généralisée, et prise en main des principaux outils déployés	4 journées Dispensées en 4 sessions d'une journée chacune	<ul style="list-style-type: none"> - Support de présentation - Guide d'utilisation des principaux outils déployés - Guide pour la sécurisation et la protection des données de l'instance lors de l'utilisation de l'IA
Phase 4 : Assistance au déploiement de cas d'usage (Ressources affectées : essentiellement Expert Technique en plus des autres profils proposés)			
4.1	Conception détaillée, adaptation, développement et déploiement des cas d'usage retenus	15 Journées (15 J/H) à utiliser pour codévelopper deux cas d'usages retenus, autres que ceux de base qui seront déployés lors des phases 2 & 3	<ul style="list-style-type: none"> - Dossier de conception détaillée - Planification pour le développement et déploiement - Cas d'usage développés et déployés.

ARTICLE 41 : BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

Appel d'offres ouvert sur offre de prix n° 11/2025

Objet : Etude pour l'accompagnement de la montée en compétence en intelligence artificielle pour le compte de l'instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption (INPPLC), en lot unique.

N° du Prix	DESIGNATION DE LA PRESTATION	Prix Forfaitaire
1	Etude pour l'accompagnement de la montée en compétence en intelligence artificielle pour le compte de l'instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption (INPPLC)	
TOTAL hors TVA		
Taux TVA (20%)		
TOTAL TTC		

ARTICLE 42 : DÉCOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

Appel d'offres ouvert sur offre de prix n° 11/2025

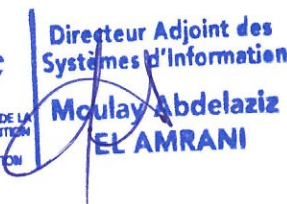


Objet : Etude pour l'accompagnement de la montée en compétence en intelligence artificielle pour le compte de l'instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption (INPPLC), en lot unique.

N° du Poste	Désignation de la prestation	Total par poste (hors TVA)
1	<u>Phase 1</u> : Cadrage et initiation (15%)	
2	<u>Phase 2</u> : Formation de l'équipe projet et idéation de cas d'usage (25%)	
3	<u>Phase 3</u> : Initiation généralisée et prise en main d'outils standards (30%)	
4	<u>Phase 4</u> : Assistance au déploiement de cas d'usage (30%)	
TOTAL hors TVA		
Taux TVA (20%)		
TOTAL TTC		

Cahier des Prescriptions Spéciales

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N° 11/2025

Objet : Etude pour l'accompagnement de la montée en compétence en intelligence artificielle pour le compte de l'instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption (INPPLC), en lot unique.

<p><u>Elaboré par :</u></p>  <p>Inpplc INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</p> <p>Directeur Adjoint des Systèmes d'Information Moulay Abdelaziz EL AMRANI</p>	<p><u>Vérifié par :</u></p>  <p>Inpplc INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</p> <p>Chef de Département Budget et Ressources Financières Abdellah OUMAMI</p>
<p><u>Le Maître d'ouvrage</u></p>  <p>Inpplc INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</p> <p>Pour le Président et par Délégation Secrétaire Général Ahmed LAAMOUARI</p>	<p><u>Le concurrent :</u> (Cachet et signature du concurrent, Nom, Prénom et Qualité du signataire avec le mention manuscrite « Lu et accepté »)</p>